

Les fanfarons de la République. (DYL)

Tout le monde a entendu parler de cet *imam* qui a fustigé les « *drapeaux tricolores* » ainsi que le nationalisme arabo-musulman dans sa mosquée et sur les réseaux sociaux et dont les propos ont été tronqués et réinterprétés par les Autorités et les médias français pour le clouer au pilori. Ce n'est pas le premier ni le dernier à servir de bouc émissaire pour faire oublier aux moutons que dans l'Hexagone l'herbe est moins verte qu'avant. Afin d'éviter son expulsion hyper médiatisée du territoire, notre héros éphémère s'est promptement rétracté, comme un zizi dans l'eau froide. Il s'est dépêché de renier publiquement ses propos, de proclamer son amour immodéré pour la République et la laïcité françaises en poussant l'extravagance jusqu'à les qualifier de lois supérieures aux LOIS de DIEU, mais trop tard, le mal est fait, et la prise est de trop belle taille pour être rejetée à l'eau !

Chez les Musulmans et ceux considérés comme tels, il y a pléthore de fanfarons du même genre qui multiplient les lapsus à répétition et les maladroites de langage. Néanmoins, même les plus aguerris d'entre eux se dégonflent quand les suppôts républicains leur demandent des comptes sur leurs gaffes et que ça chauffe à leurs fesses. Ils s'empressent de rengorger leurs discours et de rentrer dans le rang pour retourner piteusement à la clandestinité tant que c'est encore possible. Pour se disculper, donner des gages de leur domesticité et rendre crédibles leurs courbettes laïques et leur sujétion à la sainte République, nombre d'entre eux se hâtent d'enfiler des slips tricolores et d'entonner la Marseillaise. C'est malheureusement insuffisant pour absoudre leurs fanfaronnades et échapper aux poursuites.

Quand on est en situation de faiblesse, avec un titre de séjour volatile, dans un pays où la démocratie est imaginaire, en critiquer ouvertement la politique et les coutumes est totalement inconsidéré. Pour passer entre les mailles des filets totalitaires, il faut avoir l'intelligence d'exprimer subtilement ses convictions en se contentant d'allusions, en citant les autres (qu'ils soient réels ou fictifs) ou en disant ironiquement le contraire de ce qu'on pense. Les prédicateurs à la petite semaine ont tort de la ramener puisqu'en grattant un petit peu on découvre qu'ils sont rarement irréprochables ou autrement dit qu'ils n'ont la plupart du temps pas le cul propre. Le Pouvoir, en mal de popularité et surfant sur la xénophobie et l'islamophobie ambiantes, n'a aucune peine et aucun scrupule à les épingler, à les humilier voire à les expulser pour les envoyer proclamer au bled qu'ils n'aiment pas les drapeaux.

Dans un pays soi-disant démocratique, de droit et de liberté d'expression comme la France, nul ne devrait être obligé de faire l'apologie du terrorisme d'état en abjurant ses convictions sous peine de poursuites. À partir du moment où ils n'attendent pas à la vie, à l'honneur ou à la dignité d'autrui, les Bouddhistes, les Juifs, Les Chrétiens, les Musulmans ou autres, sont en droit de penser et de vivre comme ils le souhaitent et de s'accommoder ou pas avec les récentes réglementations sur la peine de mort, sur l'avortement, sur le mariage pour tous, sur la PMA et la GPA, sur la polygamie et, de préférer les LOIS de DIEU à certaines « valeurs » contestables de la République, tant qu'elles ne sont pas ouvertement mises en œuvre sur le territoire (ou alors discrètement).

Majoritairement dans le monde, les Etats sont dotés d'une religion officielle qui permet à chacun d'exercer le culte qu'il affectionne. La laïcité est un système marginal qui se prétend neutre et libéral mais a pour but avoué d'empêcher une quelconque doctrine religieuse de gouverner le pays. En France, un laïcisme anti-religieux, dévoyé et intolérant, fait office de religion officielle. Si les étrangers ont un devoir de réserve et ne peuvent se permettre la moindre critique sous peine de sanctions, les Français sont en droit de condamner publiquement cette laïcité-là, cette République-là et les exagérations législatives émanant d'une population majoritairement égocentrique et raciste.

Dépourvu de double nationalité, il n'est pas possible de se débarrasser de la seule qu'on ait, à moins de choisir volontairement de devenir apatride. Bien que ce soit en bonne voie, et à plus fortes raisons si l'extrême droite accède prochainement au pouvoir, le régime en place en France ne tourmente pas encore suffisamment ses ressortissants pour qu'ils puissent s'en prévaloir pour bénéficier ailleurs de l'asile politique. En attendant, à défaut de statut de réfugié, les anti-républicains français peuvent toujours s'expatrier (*hijra*) dans un pays extra-européen qui leur laisse plus de libertés. Mais attention, il leur faudra fanfaronner raisonnablement s'ils ne veulent pas être expulsés vers leur pays d'origine !